

COP29 : bataille pour le financement climatique

Автор(и): Николай Петков, Климатека

Дата: 18.11.2024 Брой: 11/2024



La plus grande conférence annuelle sur le changement climatique – la COP29 – se tient à Bakou, en Azerbaïdjan. Un sujet central est la mise à jour du financement des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pour les pays en développement – un objectif fixé par l'Accord de Paris. Durant les trois premiers jours de la COP29, un sommet des dirigeants mondiaux a eu lieu, au cours duquel un accord a été trouvé sur les règles concernant les crédits carbone. Le fait que le forum soit à nouveau accueilli par un pays producteur de pétrole au gouvernement autoritaire reste problématique. Pour la deuxième année consécutive, la Bulgarie dispose de son propre pavillon et participe avec une délégation officielle de 72 personnes, dirigée par le président Roumen Radev.

Du 11 au 22 novembre, la COP29 se tient à Bakou, avec plus de 66 000 délégués de 200 pays participants. Des milliers de représentants d'entreprises de combustibles fossiles sont à nouveau présents, ce qui perpétue la tendance inquiétante des dernières COP et sape davantage les négociations. Durant les trois premiers jours, une réunion de haut niveau des représentants des pays a eu lieu, visant à jeter les bases des décisions du forum. Jusqu'à présent, aucun accord n'a été trouvé sur la plupart des points clés de l'ordre du jour de la conférence, mais il est probable qu'à son terme un document contenant des appels clés soit une nouvelle fois signé.

L'Azerbaïdjan – un pays producteur de pétrole est à nouveau l'hôte

Pour la deuxième année consécutive, l'hôte de la COP est un pays producteur de pétrole. L'Azerbaïdjan devrait augmenter considérablement son extraction de combustibles fossiles au cours de la prochaine décennie et un accord prévoit une augmentation de 17 % de ses exportations de gaz vers l'UE d'ici 2026.

Pour la première fois cette année, la présidence de la conférence est partagée entre trois pays – l'hôte de l'année dernière (Dubai), l'hôte actuel (Azerbaïdjan) et le prochain (Brésil). C'est également un signal alarmant que deux d'entre eux soient des pays producteurs de pétrole. De telles initiatives sont souvent une raison pour laquelle ces conférences climatiques n'arrivent pas à obtenir des résultats suffisamment bons et sont utilisées pour le blanchiment d'image par les États et les entreprises. Le président de l'Azerbaïdjan lui-même a décrit les combustibles fossiles comme un "cadeau de Dieu", et le directeur principal de la représentation azerbaïdjanaise à la COP29 a été enregistré en train d'organiser des investissements dans les combustibles fossiles avec des investisseurs potentiels.

Cette année, les négociations sont en outre assombries par la victoire de Donald Trump aux élections américaines, connu pour nier le changement climatique.

Durant sa campagne, il l'a une nouvelle fois décrit comme une "grande supercherie". Les États-Unis génèrent le plus d'émissions de combustibles fossiles après la Chine. Durant son précédent mandat, il s'est retiré de l'Accord de Paris, et plus tard Joe Biden a annulé cette action en 2021. Bien que Trump n'entre en fonction qu'en janvier 2025, l'administration américaine actuelle ne peut pas prendre d'engagements. Dans l'ensemble, on s'attend à ce que les États-Unis se retirent à nouveau de l'accord et opèrent un revirement en faveur d'un retour en arrière des politiques de protection de l'environnement au profit de l'extraction de combustibles fossiles. Les politiques anticipées de la nouvelle administration pourraient ajouter 4 milliards de tonnes de gaz à effet de serre à l'atmosphère, selon une analyse de Carbon Brief.

Les plus riches émettent plus de carbone en une heure et demie qu'une personne moyenne en une vie entière, a déclaré le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un communiqué, citant un nouveau rapport d'Oxfam. Il a également déclaré que doubler l'utilisation des combustibles fossiles est absurde et que la révolution des énergies propres est là, et qu'aucun groupe, aucune entreprise, aucun gouvernement ne peut l'arrêter. "Mais (les délégués des pays) doivent s'assurer qu'elle soit juste et assez rapide pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C", a-t-il ajouté.

Le sommet s'est conclu sans résultats nets

António Guterres a ouvert la conférence par une déclaration émouvante.

"Le son que vous entendez est le tic-tac de l'horloge. Nous sommes au dernier moment du compte à rebours pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Et le temps n'est pas de notre côté."

"En matière de finance climatique, le monde doit payer ou l'humanité en paiera le prix", a souligné le chef de l'ONU, disant aux dirigeants mondiaux que "vous et vos gouvernements devez être guidés par une vérité claire : le financement climatique n'est pas une charité, mais un investissement ; l'action climatique n'est pas volontaire, mais obligatoire."

Le financement des mesures d'adaptation et d'atténuation pour les pays en développement est un sujet central

Parvenir à un accord sur la négociation de l'objectif dit "nouvel objectif quantifié collectif" (NCQG) pour le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement est un sujet clé de la conférence de cette année. Cet objectif est requis par l'Accord de Paris de 2015, en vertu duquel les pays développés doivent fournir un financement climatique aux pays plus pauvres afin qu'ils puissent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et faire face aux conséquences de la crise climatique, comme des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses.

Selon les dernières estimations, les pays en développement hors Chine auront besoin d'environ 1 300 milliards de dollars américains par an – un montant sur lequel insiste le groupe des pays en développement (G77). Certains économistes l'estiment même à 2 400 milliards de dollars. Près de la moitié de ce montant proviendra probablement des budgets nationaux existants et des investissements du secteur privé national, et le reste – environ 1 000 milliards – devra provenir du financement climatique international.

L'année dernière, la création d'un fonds distinct "Pertes et dommages" a finalement été confirmée, mais selon la plupart des évaluations d'experts, le financement initial de 700 millions est loin d'être suffisant – un fait également souligné par António Guterres.

Il y a aussi des progrès sur les crédits carbone

Lundi, les pays ont donné leur feu vert à des normes de qualité pour les crédits carbone, qui sont cruciales pour le lancement d'un marché mondial du carbone soutenu par l'ONU en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris sur le climat, qui financera des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Si tout se passe bien, le marché pourrait commencer à fonctionner dès 2025.

En théorie, les crédits carbone permettent aux pays ou aux entreprises de payer pour des projets, comme le reboisement, qui réduisent les émissions de dioxyde de carbone ou l'éliminent de l'atmosphère, et d'utiliser les crédits générés pour compenser leurs propres émissions.

La plupart des organisations environnementales critiquent traditionnellement les systèmes d'échange de droits d'émission parce qu'elles craignent que, par ce mécanisme, les entreprises puissent continuer à polluer contre paiement au lieu de mettre en œuvre de véritables mesures pour décarboner leurs processus et leur production.



Protestation d'activistes environnementaux pendant la COP29 contre les marchés du carbone. Source de la photo de couverture : Flickr.

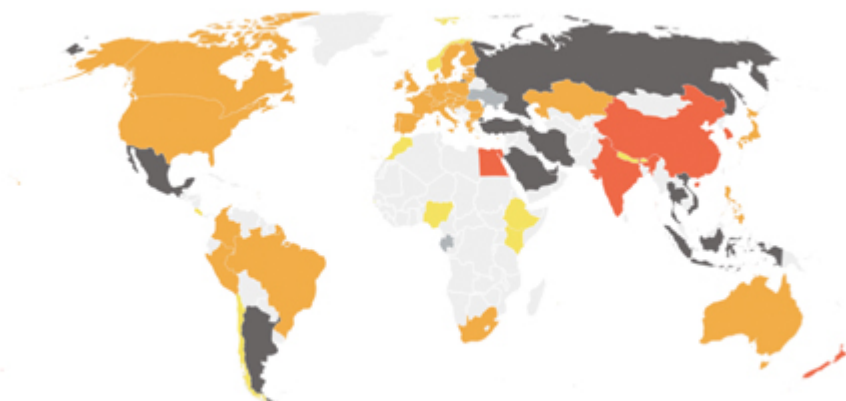
Comme d'habitude, des activistes sont présents au forum cette année également, organisant des manifestations pour attirer l'attention des délégués et du public sur le manque de mesures suffisantes pour protéger l'environnement et le climat.

Le marché du carbone pourrait être l'un des moyens pour les entreprises américaines de continuer à participer aux efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique, même si les États-Unis se retirent de l'Accord de Paris. Si cela se produit, les entreprises américaines pourront continuer à acheter des crédits pour atteindre leurs objectifs volontaires.

Les pays sont tenus de soumettre de nouveaux objectifs de réduction des émissions plus ambitieux d'ici février 2025

Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN), qui représentent les engagements d'action climatique de chaque pays dans le cadre de l'Accord de Paris, sont traditionnellement un sujet important lors des conférences climatiques, mais cette année, elles sont d'importance secondaire.

Съвместимост на Национално определените приноси на страните с целта от 1,5°C



Последна актуализация: ноември 2024



Évaluation de la compatibilité des Contributions Déterminées au niveau National des pays avec les objectifs de l'Accord de Paris. Adapté de : Climate Action Tracker.

Cependant, le sujet ne peut être négligé, car les mesures de la plupart des pays, y compris celles de l'UE, sont insuffisantes pour parvenir à limiter le réchauffement climatique à moins de 2 °C (Fig. 2).

Selon un nouveau rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), d'ici 2030, une réduction de 42 % des émissions de gaz à effet de serre est nécessaire, et d'ici 2035 – 57 %, afin d'atteindre l'objectif de 1,5 °C de Paris. Si l'ambition n'est pas relevée dans les prochaines nouvelles Contributions Déterminées au niveau National des pays et si leur mise en œuvre ne commence pas immédiatement, le monde s'orientera vers une augmentation de la température dans la fourchette de 2,6 – 3,1 °C ce siècle.

Dans le même temps, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a annoncé que 2024 est en passe d'être l'année la plus chaude de l'histoire des observations météorologiques.

Bien que la conférence de l'année dernière ait abouti à un accord sans précédent sur une "transition loin des combustibles fossiles", les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, et le total de cette année devrait être d'environ 0,8 % supérieur à celui de l'année dernière. À l'époque également, les émissions avaient atteint un niveau record, a rapporté le Global Carbon Budget.

2 degrés Celsius

Quatre-vingt-dix pour cent des pays parties à l'Accord de Paris ont mis à jour ou remplacé leurs contributions initiales, mais la majorité de ces améliorations ont été apportées en 2021. Depuis la fin de l'année dernière, seuls Madagascar, la Namibie et le Panama ont mis à jour leurs contributions, et parmi ceux-ci, seul Madagascar a renforcé ses objectifs pour 2030. Tous les autres pays, y compris la Bulgarie, sont tenus de soumettre leurs nouvelles mises à jour à l'ONU d'ici février 2025, qui seront examinées lors de la COP30 au Brésil.

La Bulgarie participe avec une délégation de 72 personnes, dirigée par le président Roumen Radev

Pour la deuxième année consécutive, nous avons également notre propre pavillon, ainsi qu'une participation au Forum sur la Transition Verte pour l'Europe Centrale et Orientale. Le président Roumen Radev dirige notre délégation officielle de 72 personnes. Il a déclaré aux participants du Sommet sur le Climat à Bakou qu'il est nécessaire d'accroître considérablement l'ambition pour atténuer les impacts du changement climatique et de respecter la voie de la décarbonation des systèmes énergétiques mondiaux. Cela ne peut se produire que si

nous déployons toutes les technologies disponibles et améliorons considérablement l'efficacité énergétique, développons les infrastructures énergétiques et gardons la sécurité énergétique comme priorité.